

## GRÈVE DES ÉBOUEURS

# Drôle de guerre sur le front des poubelles

Un conflit sans combats majeurs, si ce n'est quelques escarmouches : c'est bien une drôle de guerre qui se joue sur le front de la collecte des ordures ménagères. D'un côté, les chauffeurs de bennes du garage de la Cabucelle (15<sup>e</sup>), en grève depuis mardi soir dernier, ont cessé toute collecte de nuit dans les 1<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> arrondissements.

Un mouvement lancé par la CGT, avec le soutien de la nouvelle intersyndicale de la Métropole (SDU13, Unsa, CFDT, Autonomes) auquel Force ouvrière refuse de s'associer. Les revendications portent sur les rémunérations et les conditions de travail issues de la remise en cause de "fini-parti".

Dans la tranchée d'en face, on trouve Monique Cordier, chargée de la propreté à la Métropole. L'élue fait collecter (partiellement) le jour ce qui n'a pas été ramassé la nuit. *"Le travail est fait par des agents non grévistes payés en heures supplémentaires"*, assure-t-elle. Qualifiant le mouvement de *"très minoritaire"*, Monique Cordier estime avoir les moyens d'en limiter l'impact sur l'état des rues.

Mais sur quoi cette guerre d'usure va-t-elle déboucher ? *"Ce que nous voulons, c'est être reçus par l'administration. Nous avons envoyé un courrier tous les jours à la Métropole, mais il n'y a aucune réponse"*, indiquait hier Éric Rabito, délégué CGT. Un courrier, quel courrier ? répond Monique Cordier : *"Moi, je n'ai rien reçu"*, assure l'élue, à

qui la direction des ressources humaines de la Métropole n'aurait donc pas transmis ledit courrier...

Derrière cette partie de cache-cache, c'est une nouvelle fois une lutte syndicale qui semble se jouer. À Marseille, depuis 50 ans, le dialogue avec le pouvoir politique (à la mairie, puis à la communauté urbaine) est un privilège réservé au syndicat Force ouvrière. Ayant perdu la majorité absolue aux élections professionnelles métropolitaines, FO voit cette place d'interlocuteur privilégié contestée par les autres syndicats, CGT en tête. Réunies en intersyndicale, ces organisations minoritaires ont pris du poids. Et entendent le montrer.

*"C'est parti pour la guerre FO CGT jusqu'aux prochaines élections professionnelles de 2018"*, estime un connaisseur du dossier, qui professe une multiplication des conflits à la Métropole. Pour l'heure, Monique Cordier redit sa fermeté : *"Les Marseillais n'accepteraient plus d'être pris en otages par des actions syndicales d'un autre siècle"*. Samedi, Jean-Claude Gaudin, président de la Métropole, a saisi le préfet, pour réclamer l'intervention des forces de police en cas d'entrave au droit du travail. La CGT a également fait appel au préfet pour dénoncer une entrave au droit de grève. D'après le syndicat, les collectes supplémentaires seraient réalisées par des agents du privé.

S.Ma.